

Qui a dit que les jeunes ne demandaient que le retrait du CPE ? - 1/2

Le Contrat Première Embauche n'est qu'une goutte d'eau dans un océan de réformes libérales visant à démonter les acquis sociaux que nos parents et grands-parents ont réussi à obtenir à la suite de leurs combats.

Il a été l'élément déclencheur du mouvement, mais un élément parmi tant d'autres, composant d'une politique que les jeunes refusent. Diminutions des budgets de la recherche, de l'éducation, de la santé, réductions des effectifs dans ces mêmes domaines ; Contrat Nouvelle Embauche, Loi d'Egalité des chances, Lois Sarkozy sur l'immigration, etc., etc. ; ce à quoi s'ajoutent les désormais habituels plans de restructuration dans les entreprises et autres délocalisations. Autant de valeurs chères à la France, bafouées, piétinées. Les Français ne sont pas dupes, ils voient bien que tout est fait pour casser leurs droits, pour rompre avec les anciennes politiques sociales, au nom de la "modernité" et de la flexibilité. C'est cela que les jeunes rejettent, et non simplement le CPE qui fait partie d'un grand tout.

En ce sens, notre combat est assez lié aux émeutes de décembre, malgré les images des journaux télévisés et les interventions des politiciens qui tentent d'opposer les gentils manifestants pacifistes aux méchants casseurs spécialement venus des "quartiers" pour brûler des voitures et casser des vitrines. Après la révolte des jeunes de banlieue, c'est aujourd'hui les étudiants et les lycéens, qui sous une forme différente font évacuer leur "trop plein" et manifestent ouvertement leur colère pour répondre aux attaques méprisantes d'un gouvernement effronté. Alors que les premiers extériorisaient leur sentiment d'impuissance face à une sorte d'emprisonnement social et identitaire, les seconds se débattent avant qu'on ne les enferme dans la précarité. Les deux ne voient que trop distinctement le triste horizon qu'on leur dessine.

Les médias anti-précaires ou anti-villepin ?

Le CPE a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase mais son retrait n'a jamais été notre seule revendication : c'est le retrait du CNE et de toute la Loi d'Egalité des Chances, dont le CPE est un échantillon, que nous exigeons. Seulement la communication a été mal faite. A qui la faute ? A nous-mêmes, mais alors que maintenant nous avons réaffirmé clairement nos revendications, celles-ci ne paraissent pas partagées, ou en tout cas pas affichées par le reste du mouvement. Pourquoi ? Il y a plusieurs réponses. D'une part les représentants syndicaux, à l'image de Bruno Juliard le président de l'UNEF, que les médias ont unanimement choisi comme représentant des étudiants grévistes, ont décidé de se borner au seul CPE, renonçant à mener la bataille sur les autres fronts. Ils ne sont vraisemblablement pas plus choqués que cela par le passage à une école "générale" obligatoire jusqu'à 14 ans au lieu de 16, ni par la légalisation du travail de nuit pour des gamins de 15 ans. Mais finalement, le vrai responsable de cette implication "à moitié" des représentants syndicaux (les syndicats de travailleurs comme la CGT et la CFDT ont attendu un mois avant de se décider à nous rejoindre dans le mouvement), et à la fois le gagnant, c'est le gouvernement : en enchaînant les lois comme il le fait, et en les faisant passer en force si besoin est, il ne laisse à la population et à ses représentants ni le temps ni les moyens de s'y opposer en totalité. On doit alors choisir ; aujourd'hui c'est le CPE qui a été retenu. Est-ce bien suffisant ?

Une résistance qui s'amorce aujourd'hui...

Il est vrai, c'est indéniable, que les chances de victoire sont largement réduites en demandant plus que le simple retrait du CPE. Mais devons-nous nous arrêter devant un obstacle érigé par le gouvernement lui-même, dont le but précis est de nous rendre la tâche impossible ? Ne serait-ce pas, ou bien se soumettre à ces tactiques viles, ou bien reporter le problème à plus tard ? Car en effet ce qui sera accepté à contrecœur maintenant pourrait faire l'objet de nouvelles protestations à l'avenir. Pour ma part il me paraît difficile qu'une loi comme celle d'Egalité des Chances soit retirée après plusieurs mois d'application ; alors puisque le virus est

Qui a dit que les jeunes ne demandaient que le retrait du CPE ? - 2/2

là, pourquoi attendre, tuons-le tout de suite avant qu'il ne contamine le pays, qui est déjà bien assez malade !